

Chronologie des évènements révolutionnaires

Chronologie des évènements révolutionnaires	
	Périgord 1788
	<ul style="list-style-type: none"> • 11 décembre: rupture entre patriotes et aristocrates à Périgueux
France 1789	Périgord 1789
<ul style="list-style-type: none"> • 24 janvier : Convocation des Etats généraux : vote par ordre, tiers doublé • 5 mai : Ouverture des Etats généraux • 24-30 mai : échec conciliation entre les Trois ordres • 17 juin : Assemblée nationale • 20 juin : Serment du Jeu de Paume • 23 juin : refus du vote par tête par le roi qui ordonne la réunion le 27 • 14 juillet • 17 juillet : le roi accepte la cocarde • 20 juillet : début de la Grande Peur 	<ul style="list-style-type: none"> • 1-8 mars :les villages rédigent les cahiers et élisent leurs députés • 9-15 mars: réunion des sénéchaussées. • 16-25 mars réunion des représentants des trois ordres du Périgord. Election des 8 députés • Avril-juin : crise frumentaire. Troubles dans les campagnes et à Bergerac. Difficultés du consulat de Périgueux. Hausse du prix du blé et du pain • juillet : le blé à 9 livres le boisseau • 19 juillet : Montignac : prise de pouvoir d'un Comité dirigé par le médecin Lacoste • 23 juillet : prise de pouvoir du tiers état sous la direction de Pipaud des Granges • 29, 30 et 31 juillet : Grande Peur en Périgord. Eclatement du territoire en villages "indépendants"
<ul style="list-style-type: none"> • 4 août : abolition des privilèges entérinée le 11 août • 28 août : Déclaration Droits de l'homme • 5 octobre : marche sur Versailles: le roi à Paris suivi de l'Assemblée • 2 novembre : biens du clergé à disposition de la nation • 14 décembre : loi municipale 	<ul style="list-style-type: none"> • 12 août : pouvoirs spéciaux à la maréchaussée • 23 août : Périgueux:signature de l'Acte d'Union des trois ordres • 25 septembre : échec du conseil sur la question des subsistances • 4 octobre: formation de la confédération des villes du Sarladais pour maintenir l'ordre dans les campagnes • 29 novembre : invasion du château de la Faurie, début des troubles en Sarladais • 15 décembre : arrestation de 3 meneurs
France 1790	Périgord 1790
	<ul style="list-style-type: none"> • 15 janvier : marche des habitants du canton de Salignac sur Sarlat. Négociation et libération des paysans • 25 janvier : La Chapelle-Aubareil : début du mouvement des mais qui se poursuit le 30 dans le Paréage et la Bergeracois • 26 janvier : création du "Département de Périgord" • 2 février à l'Assemblée : Foucauld de Lardimalie "Mon département est en feu » • 8 février : mouvement aux portes de Périgueux • 10 février : fin du mouvement paysan • 20 février : arrêt de la Chambre des vacations de Bordeaux contre les "hordes meurtrières qui

<ul style="list-style-type: none"> • 26 février: les 83 départements • 15 mars : droits féodaux rachetables. Contestation à la charge des redevables 	<p>ravagent le Limousin, le Périgord, l'Agenais et le Condomois"</p> <ul style="list-style-type: none"> • février-mars: élections municipales • 23 février : lettre de Pipaud des Granges l'Assemblée contre les déclarations de Foucauld • 26 février : le département de Périgord devient "département de la Dordogne" • 16 mars : le Conseil des communes disparaît. Salleton de Saint-Front élu maire de Périgueux, l'évêque Ponte d'Albaret de Sarlat • Tournée du Grand prévôt pour détruire les mais et arrêter les meneurs du mouvement
<ul style="list-style-type: none"> • 19 juin: abolition de la noblesse 	<ul style="list-style-type: none"> • mai-juin: élection des "électeurs" • 7 juin troubles à Saint-Astier • 15 mai : création du club de Bergerac • 17 mai: le Comité de constitution ordonne la réunification de la garde nationale Périgueux: les cavaliers doivent se soumettre • 19 juin : protestation de Foucauld de Lardimalie contre la loi sur la noblesse. La Roque de Mons et une centaine de nobles titrés signent la protestation et sont qualifiés en Périgord de "protestants » • fin juin: élection des représentants à Paris des gardes nationales par chaque district • 29 juin : r assemblément à Périgueux des élus des gardes nationales de district • 30 juin : création de la Société des amis de la Constitution de Périgueux autour de Pipaud des Granges
<ul style="list-style-type: none"> • 12 juillet : Constitution civile du clergé • 14 juillet : fête de la Fédération 	<ul style="list-style-type: none"> • 12 juillet-30 juillet réunion des électeurs à Périgueux pour l'élection des 36 membres du Conseil d'administration du département. • 14 juillet à Périgueux : Pipaud condamne devant les gardes nationaux du district le refus des rentes • Multiples troubles dans les campagnes et brûlement des bancs • 15 juillet : l'assemblée des électeurs critique municipalités et gardes nationales et envoie aux communes une lettre pour faire cesser les troubles • 25 juillet à Grun : la maréchaussée reconduite par la garde nationale • 30 juillet : retour des gardes nationaux de la Fédération: nouvel incident avec la municipalité de Périgueux • 4 août : diffusion du décret royal contre les brûlements des bancs • 9 août : formation des conseils de district. Début des réunions de la Société, à Périgueux affaire

<ul style="list-style-type: none"> • 29 septembre : l'assignat papier-monnaie 	<p>des contrebandiers</p> <ul style="list-style-type: none"> • 15 août : Léguilhac de Lauche : fausse proclamation libérant les métayers de la "rêve" • 10 sept : la Société de Périgueux affiliée aux Jacobins • 15 septembre : Montignac propose la publication d'un catéchisme civique • 17 sept : rébellion du chapitre de Périgueux face au district • 27 sept : troubles à Jaure et Saint-Laurent sur Manoire qui rebondit en octobre • l'Assemblée du district de Sarlat refuse de prendre parti pour les rentes et des membres réclament la division des grandes propriétés "tombeau de la fécondité"
<ul style="list-style-type: none"> • 27 novembre : les ecclésiastiques doivent prêter serment, la majorité refuse 	<ul style="list-style-type: none"> • 30 octobre : débat sur le marc d'argent à la Société • 4 nov : Ouverture de la session du Conseil général: 50% d'absents, Maleville y dénonce "les noirs complots dans le département" • Belvès reprend la condamnation de Bergerac contre les "migrants" • Elections aux cantons des juges de paix: 50% seront annulées suite aux troubles et contestation • 6 nov : condamnation à Sarlat d'un "Club des amis de la Paix" • 7-8 nov : nombreuses démissions à la municipalité de Périgueux qui n'organise pas le renouvellement du conseil. Quand il a lieu, succès jacobin • 9 décembre : début des séances quotidiennes du club de Bergerac affilié le 3 janvier à Paris • 20 nov : le chapitre de Sarlat dénoncé de s'être fait « un parti dans la ville » par le district • 21 nov : la maréchaussée appelée à Léguilhac de Lauche capitule devant les habitants • 4 décembre : début du recensement des religieux sur leur retour à la vie civile • 8 décembre : troubles en Sarladais suite aux émeutes de Gourdon. Maleville suspend le texte sur les rentes • 17 décembre : le Conseil général somme les prêtre de lire au prône la constitution civile du clergé. • 18 décembre : l'évêque de Périgueux sommé de rentrer à Périgueux. Il fait part de son refus : il sera poursuivi • 24 décembre : rassemblements quotidiens dans la forêt de la Bessède • 26 décembre : dénonciation aux jacobins de Périgueux d'un "Club des amis de la Paix"

France 1791

- 16 janvier : la maréchaussée devient gendarmerie

- 3 mars : argenterie des églises envoyée à la fonte

- 10 mars : le pape condamne la constitution civile du clergé

- 2 avril : mort de Mirabeau

Périgord 1791

- 1 janvier : la maréchaussée devient gendarmerie
- 5 janvier (à partir du) série d'affaires d'enlèvement de bancs dans le district d'Excideuil
- 6 janvier: première parution du Journal patriotique du Département de la Dordogne Pipaud des Granges le dirige
- 10 janvier : premier serment d'un prêtre à Périgueux
- 15 janvier : nouveaux troubles dans les élections de juges de paix
- 17 janvier : le collège de Sarlat en difficulté, il n'a pu percevoir aucune rente

- 4 février : le club de Périgueux écrit à Paris pour se plaindre de l'État et du Département
- 10 février: l'ex-évêque et maire de Sarlat Ponte d'Albaret condamne le serment.
- 14 février : importants troubles à Saint-Laurent-des-Bâtons où le maire protège le curé réfractaire
- 16 février : troubles à Festalemps
- 17 février : rumeur à Montignac, chaque citoyen a droit à une part des biens nationaux
- Serments des prêtres en Dordogne: 52% d'assermentés ou "jureurs" 48% de réfractaires

- 2 mars : nouvel épisode de l'affaire des gardes nationaux de Cognac
- 6 mars : le Conseil général accusé par les jacobins de compromission avec la contre-révolution
- 18 mars : à Beaussac, le curé réfractaire lit un mandement de l'évêque de Paris
- 26 mars : pétition de la garde nationale de Périgueux contre la cavalerie
- 30 mars : Pontard élu évêque du département

- 17 avril : la garde nationale de Périgueux contre une réunion des Rouges. Le Conseil Départemental demande le secours des gardes nationales des autres districts
- 23 avril : le bref du pape brûlé à Bergerac
- Démission du maire de Bergerac
- 20 mai : nouveaux troubles à Saint-Astier, garde nationale contre municipalité.
- 22 mai : début des élections des curés
- 31 mai : idem Négrondes
- les religieuses de Périgueux refusent d'organiser la procession des Rogations
- 5 juin : le juge de paix de Montrem organise la taxe des grains. Envoyé au Tribunal criminel

<ul style="list-style-type: none"> • 20 juin : le roi "enlevé" arrêté le 21 	<ul style="list-style-type: none"> • 9 juin : 1^oémission de billets de confiance à Bergerac • 13 juin à Périgueux : les gardes nationales brûlent en effigie le pape • 14 juin : émeute de femmes et protestation contre le prix du pain, le maire molesté • 17 juin : troubles à Eymet, apparition de potences • 23 juin : Annonce de Varennes au nord du département et Périgueux • 24 juin : Annonce dans l'ensemble du département. Les gardes nationales doivent s'armer • 24 juin : les nobles des grandes familles de Périgueux rétractent leur protestation de 1790 • 25 juin : annonce de l'arrestation du roi • 26 juin : le district de Mussidan ferme le collège séminaire et envoie une lettre en "idiome du pays" sur la constitution civile
<ul style="list-style-type: none"> • 14 sept : le roi prête serment à la Constitution 	<ul style="list-style-type: none"> • 10 juillet : début du mouvement des métayers à Nontron et Montravel • 17 juillet : l'abbé Lasserre empêche le brûlement en effigie de Gontier • Multiples troubles liés aux enlèvements d'armes, suite à fuite du roi, accompagnés de nouvelles actions sur les bancs • 8 août: « invasion » de Périgueux par les paysans des paroisses voisines • 9 septembre : début des élections législatives. Pontard élu président de l'Assemblée • 15 septembre : à Bergerac où l'on manque de grain on l'attribue à l'émigration
<ul style="list-style-type: none"> • 1 octobre : Assemblée législative • novembre : décret sur les émigrés enjoins de rentrer 	<ul style="list-style-type: none"> • 2 octobre : proclamation de la constitution de 1791 à Périgueux • 3 octobre : Chrétien aux Jacobins demande la libération des paysans incarcérés série d'affaires d'enlèvements de bancs dans le district d'Excideuil • 14 octobre : aux Jacobins, éloge de Pétion et Robespierre "vrais libérateurs du peuple" • 27 octobre : suite au discours de Brissot, les jacobins demandent à chaque société de faire la liste des émigrés • 2 nov à l'Assemblée : motion Lamarque contre les vexations des paysans de Dordogne • 18 novembre : proposition aux Jacobins de Périgueux d'un scrutin épuratoire pour ranimer le zèle chancelant • 30 novembre : le Département refuse en vain de valider l'élection municipale de Saint-Astier

	<ul style="list-style-type: none"> • 18 décembre : fête de l'Amitié des Quatre nations (Angleterre, Etats-Unis, Pologne et France) et serment de ne jamais prendre les armes pour aucune quelle de religion • 30 décembre: aux jacobins
France 1792	Périgord 1792
<ul style="list-style-type: none"> • 1^{er} janvier 1789 = an I de la Liberté 	<ul style="list-style-type: none"> • 9 janv : début de l'affaire des membres du directoire de Sarlat; 2 sur 4 sont inéligibles • 10 janv : rumeur de la présence d'évêques réfractaires à Périgueux. Pipaud rappelle la liberté de conscience • 11j : de nombreuses communes se déclarent incapables de dresser la matrice de leurs impôts • Nombreuses annulations d'élections municipales • 12 janvier : au sujet de la pension des missionnaires l'Assemblée arbitre en leur faveur et donne raison au district contre le département. • 22 janvier : Pinet jusque là malade rejoint l'Assemblée • 22 janvier : motion pour envoyer une force départementale pour protéger l'Assemblée contre les ennemis du bien public • 9 Février : émeute provoquée par le curé de Léparon avec le soutien des femmes • 10 fev : Diatribe du département contre le non paiement des patentes • 14 février : article du Logographe reproduisant les propos de Chrétien contre le département à la barre de l'Assemblée • 20 février : début de l'affrontement entre mairie de Sarlat et le directoire du département. • 27 février : le curé d'Ataux chassé de sa paroisse. Le district de Mussidan refuse de condamner les paroissiens • 7 mars : plan du Comité central de subsistances du Département. • 9 mars : les habitants du Haut-Montravel chassent leur curés. • 20 mars : début des troubles à Périgueux et attroupements devant le Grand séminaire • 22 mars : Nontron: le transporteur de l'argenterie à Limoges doit remettre son voyage pour cause d'agitation sur les routes • : le maire de Bourdeilles s'oppose à la fabrication de piques dans sa commune. Il est exclu des Jacobins • 29 mars : début des troubles à Javerlhac ; accusation de scandale contre le curé de Saint Crépin de Bourdeille
	<ul style="list-style-type: none"> • 1^{er} avril : émission de billets de confiance à

<ul style="list-style-type: none"> • 20 avril : La France déclare la guerre au roi de Bohême et de Hongrie • 29 avril : première défaite française • 5 juin : levée de 20000 fédérés • 12 juin : renvoi des ministres girondins • 20 juin : 1ère invasion des Tuileries • 28 juin : intervention de la Fayette à l'Assemblée, demande de sanctions. 	<p>Périgueux ; discours alarmant du maire sur le maintien de l'ordre. Appel à la garde nationale et à la Société</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 avril : le directoire du département dénonce la municipalité de Périgueux complice des factieux • 10 avril : le directoire du Département prend la défense des réfractaires • 9 avril ; début de la mise sous séquestre des biens des émigrés • 26 avril à Sarlat : scènes d'émeute à l'annonce de la guerre • 26 mai : formation des deux bataillons de la Dordogne • 29 mai : la municipalité de Thenon taxe les grains du château • 31 mai : devant les troubles qui affligent la ville, projet du district de se transférer à Domme ou Saint-Cyprien • 4 juin : le Département accuse le district de Sarlat d'avoir pris pour tâche de négliger tous ses devoirs • 12 juin : les districts de Sarlat et Belvès ont refusé d'envoyer leurs registres fiscaux • 18 juin : la société de Périgueux s'élève contre le renvoi des ministres girondins et l'abus du veto royal
<ul style="list-style-type: none"> • 25 juillet : manifeste de Brunswick • 10 août : Prise des Tuileries • 25 août : Obligation de la preuve aux rentiers pour les conflits sur les redevances féodales 	<ul style="list-style-type: none"> • 1° juillet : échauffourées à Montrem : Mandavy conduit à Périgueux où la population tente de s'emparer de lui • 6 juillet : Rassemblement des gardes nationaux à Périgueux organisation des 2 bataillons : 1805 hommes pour les 2 • 15 juillet : déclaration de la Patrie en danger. Permanence du Conseil général. La moitié seulement des administrateurs rejoint • 20 juillet : adresse du conseil général sur le danger des gardes nationales • 22 juillet : discours à la société de Périgueux évoquant le remplacement du roi • 22 juillet : Le Conseil affirme sa fidélité au roi. Les gardes nationaux rejoindront sans arme ni uniforme Douai où on les leur remettra. Colère des soldats. "Départ" pour Paris de Chrétien et Mandavy sous de faux-passeports • 29 juillet : Après celle de Bergerac, la société de Périgueux évoque la déchéance du roi • 1° août : débats houleux aux jacobins de Périgueux sur l'affaire Chrétien • 13 août : Périgueux informé par Lamarque apprend la prise des Tuileries. Accusations

<ul style="list-style-type: none"> • 2 septembre : début des massacres de Septembre • 20 septembre : Valmy • 21 septembre : Réunion de la Convention, abolition de la royauté • 25 septembre : proclamation de la République une et indivisible 	<p>des députés "patriotes" contre le soutien des 4 autres à La Fayette</p> <ul style="list-style-type: none"> • 18 août : Lamarque et les députés patriotes soutiennent Chrétien. Il est blanchi • 2 sept : ouverture de l'élection des dix députés à Sarlat. Lecture de la lettre des Jacobins présentant les "vrais défenseurs de la liberté et de l'égalité". L'assemblée décide de renouveler tous les administrateurs. 9 députés sur 10 futurs montagnards. Pipaud élu procureur-général-syndic • 25 septembre : aux jacobins proclamation de l'abolition de la royauté
<ul style="list-style-type: none"> • 6 novembre : victoire de Jemappes • 3 décembre : A la Convention, Robespierre demande la mort du roi sans procès 	<ul style="list-style-type: none"> • 2 octobre : Peyssard demande que soit chantée la Marseillaise. On la chantera pour la fête de saint Front • 6 octobre : Pipaud des Granges dénonce « la misère qui déferle sur notre département » • 9 octobre : installation du nouveau conseil d'administration du département. Pipaud prend ses fonctions de procureur général syndic. • 14 octobre : élection du nouveau directoire « Nous sommes assez vengés, nous n'emportons que des regrets » déclarent les sortants • Discours de Pipaud « le gouvernement n'est autre chose que le règne de la loi » • 24 octobre : dénonciation par Pipaud des troubles sur les marchés des grains causés par les spéculateurs. Troubles à la circulation des grains. A l'ouverture de la session plénière du Conseil général la moitié des administrateurs absents. Pipaud dénonce « l'épidémie parisienne de désordres » • Troubles aux élections municipales et des juges de paix • 23 octobre : Périgueux. Le trésorier payeur Vincent membre des jacobins élu maire • 1^{er} novembre : élections de Périgueux invalidées • 25 novembre : Pontard défend la loi sur le divorce et la proposition d'ordonner des pères de famille • 11 novembre : à la Société vote d'une motion de Pipaud contre les troubles parisiens • 2 décembre : affaire Gignoux, prêtre. Pipaud prend sa défense contre le district de Périgueux • 6 décembre : le Conseil propose le salaire d'un écu par jour pour ses membres. Critique de Lamarque • Adoption du tutoiement aux jacobins • décembre L'assignat a perdu 30% de sa valeur. Il est décidé de ne plus émettre de billets de

	<p>confiance et de retirer ceux qui sont en circulation</p> <ul style="list-style-type: none"> • 16 décembre : lettre de Pinet à la société de Bergerac : les désordres à l'Assemblée sont dus aux royalistes • 19 décembre : Belvès se plaint des très graves conséquences de cette situation • fin décembre : forte hausse du prix du pain à Périgueux • 27 décembre: appel de la Société de Quimper : envoyer des forces armées pour maintenir l'ordre à la Convention
France 1793	• Périgord 1793
<ul style="list-style-type: none"> • 15 janvier : début des votes sur le jugement de Louis XVI • 21 janvier : exécution du roi • 1^{er} février : Déclaration de guerre à l'Angleterre et la Hollande • 24 février : décret de levée de 300 000 hommes • 7 mars : déclaration de guerre à l'Espagne • 9 mars : premier envoi des représentants en 	<ul style="list-style-type: none"> • 1-6 janvier : débats au Conseil général et à la société de Périgueux sur l'envoi de la force armée. Forte opposition des Montagnards Chrétien et Villefumade • 6 janvier : décision d'envoyer une adresse à l'Assemblée pour lui proposer cette force. Sirey envoyé pour la porter • 14 janvier : vote de la formation d'une force à disposition des députés • 17janv : la société informée que l'Assemblée a ajourné la question des forces départementales. Triomphe des montagnards périgourds • 20-21 janvier : échec de Villefumade dans sa tentative de mise en accusation de Pipaud devant le Conseil général. • 24 janvier : lettre de Sirey sur les désordres de Paris • 25 janvier: réception "dans un morne silence" de l'exécution du roi. La société de Bergerac condamne les « discussions scandaleuses à l'Assemblée et l'insuffisance des mesures sociales » • 26 janvier: question de Manuel et Pétion exclus des Jacobins • 28 janvier : dénonciation par Pipaud des démarches liberticides de la Convention • 20 février : lettre de Lamarque condamnant violemment le projet de force départementale et dénonçant les factieux des jacobins périgourds. Réponse modérée de la société • 23 février : retour de Sirey: il fait l'éloge des montagnards et surtout de Robespierre • Le conseil général désavoue Lamarque et Carnot sur la question du tribunal du district de Montignac • 3 mars : loi sur la levée de 300000 hommes enregistrée par la Conseil général

<p>mission</p> <ul style="list-style-type: none"> • 11 mars : début de l'insurrection vendéenne 	<ul style="list-style-type: none"> • 13 mars : dénonciation des désordres causés par la loi • 13 mars : affaire de Champniers. Refus de conscription et propos royalistes • 14 mars : troubles à Javerlhac • 15 : à Saint-Pardoux-la-Rivière et Saint-Angel • 16 : à Saint-Saud • 17: Troubles graves à Saint-Pardoux lors de la 2^e réunion pour le recrutement ; à Notre-Dame de Sanilhac et Montravel où l'on crie "Vive le roi" • 20 mars : mobilisation à Périgueux à l'annonce des troubles de Vendée. Sirey s'enrôle
<ul style="list-style-type: none"> • 1^{er} avril : Dumouriez livre à la Convention les commissaires de la Convention • 6 avril : création du Comité de salut public • 6 mai : institution du Maximum • 25 mai : prise de Fontenay 	<ul style="list-style-type: none"> • 1^{er} avril : Pipaud élu président de la société de Périgueux. Arrivée des représentants Elie Lacoste et Jeanbon St André • 2 avril : les représentant attaquent le modérantisme. Début de la "première terreur" • 4 avril : les biens des parents des émigrés sous séquestre • 5 avril : Lacoste contre les émigrés et réfractaires réfugiés dans les châteaux • 6 avril : Annonce de la trahison de Dumouriez : « Saisissez tous ces hommes en qui vous n'avez pas senti de sentiments civiques bien prononcés » • Les suspects de mars libérés remis en état d'arrestation • 7 avril : le Conseil général mis en permanence • 11 avril : première exécution place de la Clautre d'émigré rentré. • 13 avril : à Périgueux placard appelant au meurtre des prisonnier de Sainte-Ursule • 18 avril : le département dépourvu d'armes • 20 avril : constat du trop grand nombre de prisonniers de la légèreté de certaines accusations • 23 avril : un peloton de gardes nationales rétablit l'ordre à Saint-Pardoux • 26 avril : Lacoste décide de la formation d'une force départementale pour le maintien de l'ordre • 1^{er} mai : le commissaire supérieur chargé du recrutement dans les départements de l'armée des Pyrénées, par le gouvernement déclaré suspect par le Conseil général • 7 mai : nécessité de changer les prisons où les prisonniers sont entassés • 11 mai : lettres très inquiétantes sur la Vendée • retour des prisonniers faits à la Châtaigneraie (Vendée) et libérés sous serment. Doivent-ils le respecter

<ul style="list-style-type: none"> • 2 juin : chute des Girondins • 24 juin : l'Assemblée adopte la Constitution de 1793 	<ul style="list-style-type: none"> • 26 mai : discours d'Elie Lacoste contre le fédéralisme et ceux qui ont voulu apitoyer sur le sort de Louis Capet. Attaque contre le Conseil général a propos de la Commission de St Jean d'Angély • 28 mai : à Périgueux affaire Lagrimardie : affrontement mairie Conseil général. Pipaud désavoué • 30 mai : discours de Pipaud contre les mesures de maintien de l'ordre de Lacoste • 31 mai : nouvelle et violente attaque de Pipaud contre la formation du Comité d'Excideuil relevant du « proconsulat et du dictatort » • 4 juin : rumeurs d'une "nouvelle Vendée" dans le Cantal • 8 juin : le Conseil général adopte l'arrêté de la Côte d'Or « contre toute autorité despotique et dictatoriale et toute suprématie de la Commune (de Paris) » que la Dordogne transmet aux départements voisins • 9 juin : violent discours de Pipaud contre les partis à la Convention • 13 juin : fête funèbre Louis Beaupuy. Réquisitoire de Pipaud contre la Montagne • 13 juin : discours aux jacobins de Gilles-Lagrange contre le fédéralisme • 14 juin : lecture d'une lettre de Peyssard à propos de la Constitution qui retourne l'envoyé d'Agen et la Société • 22 juin : arrêté de la Commission populaire de Bordeaux : la Dordogne invitée à la rejoindre • 24 juin : discours de Pipaud rejetant l'appel et critique du 2 juin • 27 juin : abandon du Maximum • 29 juin : refus de l'autorisation de passer à la troupe de Bordeaux devant marcher sur Paris
<ul style="list-style-type: none"> • 13 juillet : assassinat de Marat • 17 juillet 1793: abolition des droits féodaux. • 23 août : décret de levée en masse 	<ul style="list-style-type: none"> • 3juillet : arrivée des représentants Treilhard et Matthieu à Périgueux • 6 juillet : Vive critique par Sarlat des attendus du procureur-général syndic. Bergerac adopte la même attitude. Périgueux reçoit le texte constitutionnel • 11 juillet : Pipaud déclaré en état de suspicion arrêté et ses papiers mis sous séquestre • 12 juillet : Vaine tentative de Sirey pour rendre la justice à Pipaud • 14 juillet : Dernière tentative de Pontard et ajournement définitif de la discussion sur Pipaud • 15 août : arrêté du directoire entérinant la libération à Paris de Pipaud des Granges "rayé du tableau"

<ul style="list-style-type: none"> • 17 septembre : loi des suspects, début de la Terreur • 29 septembre : deuxième Maximum 	<ul style="list-style-type: none"> • 10 septembre : refus du débat sur Pipaud • 10 septembre : arrivée de Roux-Fazillac en Dordogne pour la levée en masse • 12 septembre : création à Périgueux d'un Comité de salut public ou révolutionnaire • 22 septembre début de l'AN II
<ul style="list-style-type: none"> • 5 octobre : calendrier révolutionnaire • • 21 oct (30 vendémiaire) : déportation des prêtres réfractaires • 7 nov (17 brumaire) déprêtrisation des députés • 25 décembre (5 nivose) Rapport de Robespierre sur les principes du gouvernement révolutionnaire • Noyades de Nantes 	<ul style="list-style-type: none"> • 5 octobre : La loi du Maximum remise en vigueur. Premier recensement des greniers • 17 octobre : arrestation de Sirey et Moulin • 18 oct : arrivée de Lakanal en Dordogne • 28 vend. (19 oct) : transfert des accusés à Limoges • 2 brumaire : fête de l'Être Suprême dans cathédrale temple de la Raison • 22 brumaire (12 nov) épuration du Conseil général par Roux-Fazillac, début des abjurations • 24 brumaire : abrogation des charges de la rève et des dîmes sur les métayers • 1^ofrimaire (21 nov): 2^e recensement des greniers par de « vrais sans culottes ») • 13 frimaire (3 déc) : affaire Lanxade • 14 frimaire : proclamation de Roux-Fazillac sur les châteaux • 19 frimaire (9 déc) 17 octobre: arrestation de Sirey et Moulin bas de décadi • 5 nivose (25 déc) importantes célébrations de Noël • 7 nivose (27 décembre) troubles religieux autour de Périgueux
<p>France 1794</p>	<p>Périgord 1794</p>
<ul style="list-style-type: none"> • mars : Procès et exécution des Hébertistes • Renouveau de la guerre en Vendée. Chouannerie • avril : exécution des Dantonistes • 4 juin (16 prairial) Grégoire rapport concluant à la nécessité de la suppression des patois • 10 juin (22 prairial) : loi simplifiant les procédures. Grande terreur • 26 juillet : discours de Robespierre contre les traîtres • 9 thermidor (27 juillet) : Arrestation de Robespierre et de ses proches 	<ul style="list-style-type: none"> • 23 pluviôse (11 février) affaire des faux du Conseil général. • 26 ventose : redistribution intradépartementale des grains. Villefumade envoyé à Paris • 28 ventôse (18 mars) : instruction du procès Pipaud • 4 floréal : 3ème recensement des céréales : 6 onces de pain par personne et par jour • 22 prairial (10 juin) : décision de transfert à Paris • 5 thermidor (23 juillet) : incarcérés à la Conciergerie • 27 vendémiaire (18 septembre) : acte d'accusation des inculpés <p>An III</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 brumaire : début du procès • 8 brumaire : condamnation à mort • 9 brumaire (30 octobre) : exécution en place de

	Grève de Pipaud des Granges, Moulin et Montet-Lambertie
--	---------------------------------------------------------